

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 95 - VENDREDI 4 FÉVRIER 2011

LE MERLE MOQUEUR

L'époque a soif
de révolutions :
donnons-lui à boire.

AGENDA

→ jusqu'au 8 fév. **St-Denis**
[La comédie du travail](#)

→ jusqu'au 11 fév. **Poitiers**
[Filmer le travail](#)

→ 6-11 fév. **Dakar**
[Forum social mondial](#)

→ 10 fév. **Paris**
[Sauver la médecine du travail](#)

→ 8 fév. **Saint-Denis**
[Austérité, dictature de la finance,
alternatives à gauche](#)

→ 8 fév. **Paris**
[Croissance-décroissance :
dépasser un faux débat.](#)

→ 9 fév. **Paris**
[Jeunes salariés et syndicalistes](#)

→ 9 fév. **Turquie**
[Droits humains et politiques](#)

→ 18-27 fév. **Paris**
[Paris Semaine anticoloniale, Salon](#)

À LIRE SUR COMMUNISTESUNITAIRES.NET

→ **Monde**
[De la Tunisie à l'Egypte, un air de liberté](#)

→ **Travail**
[Précarité et instrumentalisation](#)

→ **Autour d'un appel**
[Quelle dynamique, pour quel
rassemblement ? Discussion](#)

→ **Nouvelle force politique**
[Cl. Autain, Parlons politique](#)

[J. Bidet, Comment trouver la dynamique
qui ferait du peuple un grand acteur
politique ?](#)

→ **Débats**
[L. Lévy, A. Tosel, G. Liguori : Staline,
Histoire d'une légende noire](#)

TUNISIE, EGYPTE, ALGÉRIE, YÉMEN, JORDANIE....

LE PEUPLE

Tiens, des Arabes qui ne sont pas des terroristes, ça existe ? La première grande leçon à tirer des mouvements qui secouent les régimes totalitaires arabes est que c'est par son engagement dans la lutte que l'on accède à la visibilité et à l'existence. On se débarrasse alors du statut de victime pour endosser celui de peuple. Des anonymes s'emparent de l'Histoire, bousculent l'ordre établi, les hiérarchies, les habitudes, les structures, pour s'organiser par eux-mêmes. Leurs attentes s'accordent mal avec l'eau tiède : le rejet des prédateurs de leur vie et de leur société débouche sur l'exigence de profonde rupture. On ne se mobilise pas pour des demi-mesures.

L'autre versant est la crainte des gouvernants du monde et leur solidarité qui a été à la source de ce lapsus : l'envoi de matériel répressif en Tunisie par la France. Dans un premier temps, ils se sont tous compromis avec les dictateurs. « Plutôt les autocrates que la rue ». Et maintenant la peur de l'irruption intempestive du peuple conduit les cadres institutionnels aussi bien arabes, qu'américains ou européens à souhaiter un départ honorable de Moubarak, moins pour lui que pour qu'il reste quelque chose de l'obéissance et de la soumission aux dirigeants. Il faut, par principe, sauver le fait institutionnel de l'émancipation du peuple.

D'autant que la maladie semble contagieuse. Pas seulement en Méditerranée : l'Irlande, l'Islande... Et nous ? Dans la même période, un sondage de l'IFOP révélait que pour le tiers des Français, le capitalisme était nocif et qu'il fallait autre chose. Coïncidence ou signe de notre temps ? C'est sur la définition de cet « autre chose » que se décide partout la suite.

● PIERRE ZARKA

OÙ VA LE NPA ?

Loin des promesses initiales d'une force large d'un nouveau type, le premier Congrès du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui se tiendra du 11 au 13 février, s'annonce... tendu.

Le texte de présentation de la position de la majorité sortante commence par cette phrase : « *Ceux qui cherchent à enterrer le NPA en seront pour leur frais* ». Une posture défensive qui signe les difficultés internes et externes rencontrées par la jeune organisation. Créé à partir de feu la LCR à la faveur du succès du jeune facteur Olivier Besancenot, le NPA semblait à ses débuts avoir éclipsé le reste de la gauche radicale. Il promettait d'agréger les « héros du quotidien », de mêler les différentes cultures de la gauche critique et de faire du neuf par la refonte d'un « écosocialisme du XXI^e siècle ». En 2008-2009, c'était l'enthousiasme, à grand renfort de médias. En ce début 2011, c'est déjà l'heure des comptes. Le NPA a-t-il raté son pari ? Quels choix d'orientation se jouent à ce Congrès, pour le NPA et pour l'avenir de l'autre gauche ?

Des partis pris de fondation n'ayant pas fait leur preuve

L'idée qu'il est nécessaire de dépasser les clivages anciens, hérités du XX^e siècle, a présidé à la constitution d'un nouveau parti anticapitaliste. Juste diagnostic. En effet, pour ne prendre qu'un exemple, trotskysme versus stalinisme : l'opposition a vécu, elle ne fait pas sens pour les nouvelles générations. L'apport de l'écologie politique ou du féminisme doit également être « digéré » par la tradition du mouvement ouvrier. De ce point de vue, le NPA a donc vu juste : il faut faire du neuf. Cette simple assertion a suscité un large intérêt, à un moment où les autres organisations, et singulièrement le PCF, paraissaient sans proposition et empêtrées dans de vieilles lunes. Si la critique est facile et l'art difficile, le bilan (provisoire) de cette construction politique initiée par la LCR doit permettre de dégager quelques enseignements à usage de toute l'autre gauche.

Le NPA se fixait pour objectif de refonder

le courant révolutionnaire. Mais il l'a fait à partir d'une seule matrice : la LCR. Dès lors, le ver n'était-il pas dans le fruit ? Au cours du processus de constitution du NPA, au moment même où l'organisation prétendait s'ouvrir et muter, il fut frappant de constater une posture de fermeture à l'égard des différents acteurs et courants de la gauche critique. Les rencontres initiées par la LCR auprès de ses partenaires potentiels sont restées quasi introuvables (les dirigeants du parti arguaient alors ne pas avoir de partenaires). La volonté de la LCR de s'adresser aux « héros du quotidien » au détriment des forces constituées de la gauche de gauche est un choix qui ne fut pas sans conséquences. Concevoir uniquement « par le haut » la force nouvelle est évidemment une impasse. Mais la recherche active d'un spectre suffisamment large de sensibilités, de cultures et de traditions de la gauche d'alternative aurait pu permettre de constituer un levier pour un engagement populaire durable, pour produire un projet et une stratégie renouvelés. Car, à l'arrivée, le NPA fut l'alliance d'un courant structuré issu de la LCR, avec ses références, ses codes, ses réflexes, et de militants issus d'horizons divers, parfois (souvent ?) sans expérience politique, venus avec des attentes et des aspirations différentes, construites au gré de ce que chacun avait pu comprendre du projet initial, qui s'était donné à voir de façon large et donc ambiguë auprès du grand public. Le groupe le plus structuré et le plus rompu à la vie d'un appareil a pris la main. Aurait-il pu en être autrement ? Rien n'est moins sûr...

Des syndicalistes, des précaires, des jeunes des quartiers populaires ont trouvé place au NPA. Ne minimisons pas l'attraction, notamment chez les jeunes, que la nouvelle organisation a su cristalliser. Mais l'alchimie souhaitée avec des sec-

teurs du mouvement social et des nouveaux venus en politique s'est vite trouvée enkystée, l'alliance recherchée n'a pas produit les effets escomptés. Avec le collectif de jeunes précaires *L'Appel et la pioche*, autour de Leila Chaibi, le dialogue a vite tourné au vinaigre. L'inclusion d'une figure altermondialiste et écologique comme Raoul-Marc Jennar n'a pas tenu deux ans. Les quartiers populaires, cibles privilégiées, n'ont pas pris d'assaut le NPA. Bref ! La direction peut se féliciter d'avoir doublé les effectifs et les scores électoraux au regard de ce que fut la LCR. Fait notable, elle a en outre capté un public assez jeune. Mais les 10 000 adhérents affichés à la naissance du parti ne se sont pas multipliés comme des petits pains. L'étiage s'est même rétréci : il doit se situer aujourd'hui davantage autour de 5 000 militants. Ce n'est pas rien. Mais le pari de la création

Le NPA se fixait pour objectif de refonder le courant révolutionnaire. Mais il l'a fait à partir d'une seule matrice : la LCR. Dès lors, le ver n'était-il pas dans le fruit ?

d'un outil politique de masse de l'anticapitalisme des temps nouveaux n'est pas réussi. Ni celui d'aspirer les autres composantes à la gauche du PS.

Au fond, c'est l'une des analyses stratégiques de départ qui semble avoir été démentie. Les initiateurs du NPA ont pensé que tout le reste de la gauche radicale était moribond ou qu'en tout cas, ce qu'il en restait serait rapidement mis sous hégémonie du NPA. « Entre le PS et nous, il n'y a plus rien » ou « le PS et nous constituons les deux pans cohérents de la gauche » sont des assertions maintes fois entendues au démarrage du NPA. Le « Die Linke » à la française espéré, c'était l'idée que la refonte d'une force à la gauche du PS se ferait autour de la proposition de la LCR. L'état de décomposition de l'autre gauche au lendemain du cuisant échec de 2007 laissait sans doute place à une telle hypothèse. Depuis, l'histoire a montré que le fossé entre les deux n'en était pas un.

La sortie de Jean-Luc Mélenchon du PS ou la création du Front de Gauche ont contribué à ranimer cet espace, jusqu'à prendre la main sur le NPA, en le devançant aux élections européennes puis aux régionales. Être « comme un poisson dans l'eau dans les luttes » ne suffit visiblement pas à agréger politiquement. Le rapport au pouvoir et la stratégie, très conformes à ceux de la LCR, n'ont sans doute pas permis de produire un véritable saut quantitatif et qualitatif. Force est de constater le décalage entre l'accueil d'Olivier Besancenot dans les mobilisations ou sa cote de popularité élevée, d'une part, et le résultat pour le NPA en termes de structuration politique, d'autre part. L'ancrage dans les mobilisations et le relai de mots d'ordre radicaux de type « grève générale » ne produit pas de dynamique significative à même d'ouvrir une perspective politique et de changer la donne. Le paradoxe reste entier : alors que le capitalisme fait sa crise, le « nouveau parti anticapitaliste » n'a pas encaissé les dividendes. Il n'a pas imposé ses thèmes dans le débat public ni déclenché une bronca dans les urnes. Enfin, et cette explication n'est pas des moindres, la LCR avait choisi de créer un « nouveau parti ». Or, le cadre proposé s'est révélé ressembler davantage à un copié/collé des partis classiques. La question de la forme d'organisation a été posée au démarrage du NPA mais il semble qu'elle soit passée à la trappe. Dès lors, l'agrégation de nouveaux publics a pu s'en trouver empêchée. A ce jour, à part les efforts à la création d'Europe Écologie, l'enjeu reste dans toute la gauche à l'état de questionnement. Les nouvelles formes de coopération entre le social et le politique comme d'inclusion, par des pratiques plus en phase avec les attentes du monde contemporain, de catégories aujourd'hui non mobilisées dans le champ proprement politique restent à inventer, au NPA comme ailleurs. Un défi pas si facile à relever... mais incontournable.

Les relatifs revers électoraux du NPA, aux européennes puis aux régionales, n'ont pas semblé affecter la stratégie de développement du parti. La recherche d'unité avec les organisations du Front de gauche ou la Fase s'est manifestée en amont des régionales mais elle a vite tourné court. En dehors des échéances électorales, le lien n'a pas été franchement recherché. Par exemple, le journal

du NPA, Tout est à nous, ne s'est pas ouvert aux courants de l'autre gauche ; les deux Universités d'été n'ont pas été particulièrement l'occasion de débats pluralistes ou de renforcement des liens ; dans la foulée du mouvement sur les retraites, l'initiative nationale organisée à Montreuil pour aborder la question de sa traduction politique fut construite par et pour les militants du NPA. Dans les discours, l'enjeu unitaire n'a pas disparu pour autant. Mais de quelle unité s'agit-il ?

Premier Congrès : vers l'ouverture ou le repli du NPA ?

Trois grandes positions vont polariser les débats : celle issue des rangs de la majorité sortante (Position 1) ; celle défendue par les plus proches de LO, une position plus « gauchiste » et identitaire (Position 2) ; celle des courants unitaires, prônant notamment la reprise du dialogue avec le Front de gauche et la Fase (Position 3). Regardons ici le texte proposé par la « P1 », qui devrait arriver en tête - sans pour autant obtenir la majorité des voix (le score aujourd'hui estimé est de l'ordre de 40-45%).

Le texte part de la grande mobilisation sociale de cet automne. Celle-ci aurait conforté les partis pris de fondation du NPA qui se serait révélé utile aux luttes. Le combat pour les mois et années à venir est posé en ces termes : « *Surmonter les doutes et les difficultés, affirmer et construire notre parti, définir nos tâches afin d'en faire un instrument efficace pour les luttes sociales et politiques, écologique d'aujourd'hui, dans la perspective de la lutte pour le pouvoir démocratique des travailleurs, l'écosocialisme ou le socialisme du XXI^e siècle* ». La tonalité générale n'est pas à l'autocritique. L'analyse des raisons de la panne du NPA reste introuvable - ceci dit, Olivier Besancenot dit explicitement dans un court entretien pour Regards de février qu'il ne ressent « pas de panne ». L'idée qu'il n'y a pas de partenaires potentiels est maintenue, voire renforcée. La distinction avec les autres courants de la gauche d'alternative apparaît très marquée comparativement à des textes antérieurs, plus ronds, plus enrobant sur

les objectifs unitaires.

La position de la majorité sortante fige les différences et incompatibilités. Elles apparaissent uniquement d'ordre stratégique. Notons avec plaisir que les divergences de fond ne sont pas au cœur de la mésentente avec le reste de la gauche radicale. L'unité promue est celle des anticapitalistes, par opposition aux antilibéraux. Car, « *l'apparition du Front de gauche (...) signifie la cristallisation dans le paysage politique d'une gauche réformatrice antilibérale qui n'a pas coupé les ponts avec le social-libéralisme et qui entend dans le même temps disputer aux anticapitalistes l'espace de la radicalité* ». Il s'agit alors pour le NPA « *d'exister comme parti des luttes et des mobilisations pour défendre des mesures d'urgence et tracer la perspective d'un gouvernement issu d'une*

démocratie directe pour et par les travailleurs et leur garantissant le droit de contrôler la marche de la société. Sans l'auto-activité des masses ne peuvent exister

La position de la majorité sortante fige les différences et incompatibilités. Elles apparaissent uniquement d'ordre stratégique.

ni de résistances victorieuses, ni de nouveaux combats émancipateurs, ni de perspectives de rupture ». Comment passe-t-on des luttes et des revendications d'urgence à la société nouvelle faite de démocratie directe ? Là se situe sans doute l'un des angles morts de la stratégie défendue par la « P1 ». La question de la temporalité de la transformation n'est pas abordée. Surtout, la stratégie est souvent traitée par la négative - les ruptures ne peuvent se mener dans le cadre d'une alliance avec le PS et des institutions actuelles (cela ne dit pas grand chose de comment elles peuvent se mener). Ces failles dans la réflexion stratégique trouvent évidemment des racines profondes : après les échecs du XX^e siècle, il n'est pas si simple de penser la transformation, la révolution. Mais la recherche d'unité de tous ceux qui contestent la logique capitaliste peut être un préalable, une sorte de pré-requis si l'on veut peser d'une façon ou d'une autre. En outre, la stratégie ne saurait être figée, elle peut se penser pour une part en marchant car elle ne peut être définie ex nihilo du contexte social et politique.

En l'occurrence, le procès d'intention à l'égard du Front de gauche est sévère,

comme s'il y avait urgence à empêcher tout rapprochement : « Sauvegarder ou conquérir des positions institutionnelles solides (dans les grandes villes, les départements, les régions, voire dans un futur gouvernement) suppose pour le Front de gauche une dépendance par rapport au PS et l'adieu de facto aux prétentions à la transformation sociale. Prétendre que l'on peut s'allier avec le PS et lui imposer une politique antilibérale demeure soit une illusion soit une entourloupe. Le lancement d'un processus en vue d'aboutir à un « programme partagé », qui s'inscrit dans cette logique, ne permet pas une alliance électorale nationale avec le NPA. Loin de partir d'un constat d'incompatibilité entre le programme du PS et celui d'une gauche digne de ce nom, les dirigeants du Front de gauche sèment l'illusion qu'il pourrait y avoir un « bon » programme commun gouvernemental de toute la gauche. Cette stratégie n'est pas la nôtre et nous défendons

C'est fort justement que le texte de la « P3 » attire d'emblée l'attention sur l'urgence. Son titre : « Le temps nous est compté ». Car « il faut donner une puissance politique unitaire à la contestation ».

notre point de vue, basé sur l'indépendance stricte vis à vis du PS, auprès des militant-e-s et sympathisant-e-s du Front de gauche pour les convaincre de l'impasse dans lesquels cette ligne les amène ». On comprendra que les conditions de l'indépendance vis-à-vis du PS ne sauraient être sujettes à débat. En paraphrasant leur texte, on a envie de répondre : prétendre que l'on peut transformer la vie du plus grand nombre à partir du seul NPA demeure soit une illusion, soit une entourloupe. Si les options stratégiques finales d'un grand rassemblement de toute la gauche de transformation ne sauraient être en tous points établis, et que des divergences peuvent même perdurer en son sein, le choix de l'isolement n'est-il pas une impasse à coup sûr ? En outre, le NPA attend-il de ses partenaires potentiels qu'ils aient exactement la même conception stratégique que lui ? Auquel cas, inutile de revendiquer l'unité : elle sera en effet in-

trouvable. Car le principe même d'un rassemblement, c'est d'allier des collectifs militants et des individus qui regardent dans la même direction mais ne pensent pas en tous points la même chose. C'est fort justement que le texte de la « P3 » attire d'emblée l'attention sur l'urgence. Son titre : « Le temps nous est compté ». Car « il faut donner une puissance politique unitaire à la contestation ». D'où la proposition : « À l'occasion de son congrès de 2011, le NPA peut décider d'être véritablement comme « un poisson dans l'eau », au sein des mouvements sociaux comme sur le terrain politique, autour d'une stratégie de front social et politique avec toutes les forces de la gauche de transformation sociale et démocratique (Front de gauche, Fase, non-organiséEs, etc.) (...) Nous n'avons plus le droit à l'erreur ». Si le NPA choisissait le repli et de faire cavalier seul en 2012, c'est la gauche de transformation sociale dans son ensemble qui risque d'en payer le prix fort. Car l'unité de tout l'arc des forces est un gage de cohérence, de prise de responsabilité face aux crises et de dynamique politique. Il reste quelques mois pour convaincre. ● CLÉMENTINE AUTAIN



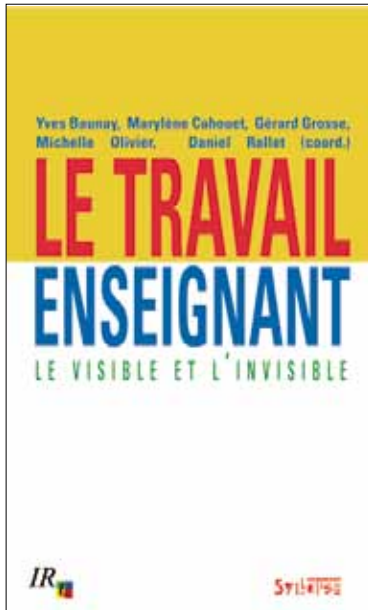
Faites passer les Cerises !

Invitez vos collègues, vos amis et toute la famille à recevoir *Cerises* en écrivant à

contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité
par les Communistes
unitaires
[contact.cerises@
gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyaux de cerises :
Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger
Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine
Tricot,
Arnaud Viviant.



Ed. Syllepse - Coll. Comprendre et agir
177 p. - 8 €

Depuis quelques années, la question du travail a émergé dans le débat public, rendu plus vif avec les suicides chez Renault et à France-Télécom et, dernièrement, par la lutte pour la défense des retraites. Dans ce contexte paraît aujourd'hui un ouvrage collectif issu d'une réflexion et d'enquêtes menées sous l'égide de l'Institut de Recherches de la FSU : il a l'ambition de faire toucher du doigt la distance qui existe, chez les enseignants, entre le travail prescrit par les programmes scolaires et les instructions officielles, et le travail réel, (« le visible et l'invisible ») et les conséquences de cette situation. Au travers d'interviews et de reportages, il donne à voir la créativité, l'engagement, les efforts des enseignants pour se débrouiller avec les missions impossibles et les injonctions contradictoires des réformes, la réalité de ce que sont les élèves, la difficulté de rester au plus près des valeurs et de l'idéal du métier, pour faire tenir l'école, de service public, et aussi, souvent, tout simplement pour réussir à tenir eux-mêmes. Car un des points forts que met en évidence cette réflexion, c'est que le transfert au sein de l'Éducation Nationale des méthodes de management néolibérales issues du privé bousculent les valeurs des enseignants et le sens qu'ils donnent à leur métier. Loin d'alimenter la déploration ou la plainte, il s'agit donc, au travers de la confrontation entre ce vécu et la recherche universitaire en sciences de l'éducation, de produire de nouveaux savoirs, des connaissances utiles qui permettent aux enseignants de retrouver le pouvoir d'agir sur leur travail pour le transformer. D'où l'intérêt des deux derniers chapitres de l'ouvrage où les auteurs s'interrogent sur le rôle du syndicalisme face au défi du travail : comment prendre appui et épauler en même temps les résistances que les salariés construisent individuellement et collectivement pour faire, malgré tout, un travail de qualité ? quelles transformations de l'outil syndical pour cette tâche ? Voilà qui devrait éveiller l'attention de ceux qui, enseignants ou pas, militent aujourd'hui pour « faire de la politique autrement »...

● **JOSÉ TOVAR**

Coauteur, avec Bernard Calabuig de Faites chauffer l'école, présenté dans Cerises numéros 86 et 93



Galilée nous parle à La Courneuve

La vitalité du théâtre repose sûrement sur la profusion des compagnies, des styles, des comédiens amateurs. Que serait le spectacle vivant s'il ne concernait que quelques spécialistes ? Une langue morte. Ce n'est heureusement pas le cas, et de cette profusion, on tire souvent de très bonnes surprises. C'est le cas de la mise en scène de La Vie de Galilée de Brecht qui se joue au centre Jean-Houdremont de La Courneuve.

Bien sûr s'agissant de Galilée, on y traite du conflit entre science et croyance, entre les connaissances du célèbre astronome et le dogme de l'Église. Celle-ci développant pour seule science celle qui enseigne « comment tomber à genoux »...

Mais Brecht ne s'est pas arrêté à soutenir Galilée sans courage avec 350 ans de retard ou à l'utiliser pour de mauvais débats, ça s'est déjà vu. On y entend au contraire le savant clamer son ignorance. Et Brecht ne sort pas la science de sa société : Galilée aime manger, il a besoin d'argent, il n'hésite pas à se vendre ou à duper pour obtenir des écus. On est loin de la fable mais ce Galilée est tellement plus vrai, partagé entre l'exaltation et les compromissions, entre la défense de son art et son confort...

D'ailleurs les arguments de l'Église sont même traités avec respect : on y voit certains des prélats ouverts, et y sont exposées les questions sur le risque que la vérité nuise au bonheur. Toute vérité est-elle bonne à dire ? L'Homme peut-il supporter de n'être qu'une particule de l'univers, et encore même pas au centre ?

La mise en scène trouve de vraies idées, comme la division du même Brecht en trois personnages sur la même scène, les comédiens déploient une remarquable énergie, même si l'économie d'accessoires et quelques imperfections de diction témoignent que nous sommes là sur un travail en cours, vivant.

A voir donc, seul ou en groupe, jusqu'au 13 février 2011.

Contact : 01.48.36.11.44.

● **VINCENT DUGUET**

C'est l'histoire d'un mec...

C'est l'histoire d'un mec. Piétiné, brûlé, lynché, torturé, violé et sodomisé avec un bâton. Puis laissé pour mort et dissimulé. La nuit du 19 au 20 juillet 2006 au parc des Lilas, à Vitry sur Seine. Avant d'avoir été battu, Bruno Wiel était un gars courageux. Il l'est toujours, même si sa mémoire flanche. Il vit dans l'angoisse que les souvenirs effacés de son agression ne lui reviennent. « *Le Bruno d'avant, c'était une passion : la littérature. Le Bruno d'aujourd'hui, c'est une passion brisée car incapable de lire et de se concentrer. C'est aussi une maladie neurologique qui fait qu'il n'a pas conscience de son état* » a souligné Maître Maltet, qui, avec d'autres, le défendait.

Le procès des quatre hommes qui ont agressé Bruno Wiel s'est achevé ce vendredi 28 janvier aux Assises du Val-de-Marne, après dix jours d'audience. Le jury a délibéré durant sept heures : les accusés ont été reconnus coupables d'avoir porté des coups de nature à donner la mort à la victime en raison de son orientation sexuelle. Au nom du peuple français, la cour a jugé qu'ils ont agi en bande organisée, commis un vol avec violence, perpétré la torture et des actes de barbarie à l'encontre de Bruno Wiel parce qu'il est homosexuel. L'un des coupables a été condamné à 16 ans de réclusion criminelle ; les trois autres à 20 années de réclusion criminelle chacun.

La vie de Bruno est celle d'un gars digne, qui a relevé la tête. Qui a été soutenu dans sa démarche par des avocats, SOS homophobie, des gens connus et méconnus, le mensuel Têtu, des journaux, des amis, de l'argent. Quatre années de combat pour quelques minutes dans un JT. La vie de Bruno nous est précieuse. Avec ses soutiens, il a fait progresser la lutte contre l'homophobie, partie intégrante et spécifique du combat global pour l'émancipation humaine.

Comme l'a indiqué SOS homophobie, « *le verdict du procès, la façon dont l'instruction a été menée, le souci de laisser le temps au débat et à chaque partie ont été exemplaires : l'affaire Bruno Wiel restera comme l'un des grands procès pour crime homophobe en France. En reconnaissant que la victime a été agressée en raison de son orientation sexuelle, le jury*



Bruno Wiel, juste quelqu'un de bien...

a lancé un message d'une importance capitale : l'homophobie, en 2011, doit être condamnée avec la même vigueur que toute autre manifestation de violence à l'égard de personnes pour ce qu'elles sont. »

La plaidoirie de Maître Caroline Mécary a été celle d'une parole forte : « *Il y a encore du chemin à parcourir pour que soient pris en compte les crimes homophobes. SOS homophobie se porte partie civile pour que les hommes et les femmes victimes de crimes homophobes et qui ne peuvent se défendre parce qu'ils et elles ont peur, parce qu'ils et elles ont honte, parce qu'ils et elles n'osent pas le faire. Il faut que Bruno Wiel entende qu'il a été victime d'un viol homophobe. Il faut que les 3 millions d'hommes et de femmes de ce pays qui ont peur de ces prédateurs qui utilisent la faiblesse entendent que les actes de barbarie sont intolérables en France. Qu'ils sont une atteinte à la dignité humaine.* »

Mais une interrogation demeure : le droit en France sur les questions LGBT⁽¹⁾ doit-il avancer par la seule jurisprudence ? Ne doit-il pas aussi progresser par la politique ? Ainsi, contrairement à une idée reçue, il reste difficile de lutter contre l'homophobie. En France, le délai de prescription pour les injures à caractère raciste est de 1 an. Pour les injures à caractère homophobe, il est de 3 mois. Or plusieurs centaines de personnes sont concernées chaque année et sollicitent une aide. Cette inégalité juridique fait partie des discriminations qui empêchent aujourd'hui de nombreuses victimes d'obtenir réparation auprès de la justice. Les forces politiques ont la responsabilité de s'emparer de ce sujet. Et celles de gauche de ne pas démissionner des autres questions LGBT (mariage, adoption...) qui sont dans le débat public.

C'est aussi ce que me disait une « technicienne de surface », salariée d'un sous-traitant de la SNCF, précaire, migrante, lesbienne et habitant du côté de Charleville. Nous étions dans une gare. Elle entrait dans un train parallèle au mien pour le nettoyer. Pour elle, la vie n'est pas facile tous les jours. Les militants de la lutte contre l'homophobie n'auraient-ils pas intérêt à croiser leur combat spécifique avec le combat contre les autres formes de domination et d'exclusion, la lutte contre le racisme, le combat féministe ? Mon train partit. Je pensai au droit au bonheur, indivisible. À cette citation d'Henrik Ibsen : « *La seule vraie rébellion est la recherche du bonheur.* » C'est alors que j'ouvris mon ordinateur pour vous écrire...

● PHILIPPE STIERLIN

(1) LGBT : lesbiennes, gays, bi et transsexuels.

SOS homophobie

Association de lutte contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie - 63 rue Beaubourg - 75003 PARIS
Ligne d'écoute : 0 810 108 135 - <http://www.sos-homophobie.org>
SOS homophobie organise également des Interventions en Milieu Scolaire (IMS)